

En marche

Grande Région

Beaucoup l'ignorent toujours. La Grande Région est un laboratoire de la coopération transfrontalière au cœur de l'Europe.

Ce n'est pas une vraie surprise, mais c'est étonnant toujours: au fil des rencontres que je suis amené à faire, de part et d'autre de la frontière, l'immense majorité de mes interlocuteurs ouvrent de grands yeux lorsqu'on évoque le Sommet de la Grande Région. Quel que soit leur niveau d'implication dans le transfrontalier – acteurs économiques, associatifs ou simples citoyens –, beaucoup ignorent qu'un dispositif politique a été mis en place, en septembre 1995, visant à faire de l'espace qui s'étend de Namur à Mayence en passant par le Luxembourg et la Lorraine un laboratoire de la coopération transfrontalière au cœur de l'Europe.

Visibilité

A l'évidence, la visibilité de l'action menée par les promoteurs de la Grande Région et par leurs successeurs reste insuffisante alors même que celle-ci est devenue un Groupement européen de coopération territoriale (GECT) accrédité par la communauté européenne, qu'il existe un programme Interreg transfrontalier, une équipe d'animation installée dans la maison de la Grande Région à Esch-sur-Alzette et que cet outil est loin d'être inactif.

Le gouvernement luxembourgeois, qui assure désormais la présidence de cette structure politique transfrontalière jusqu'en décembre 2018, a conscience de cette difficulté. A l'occasion de la séance d'installation à Luxembourg le 2 février dernier, la ministre Corinne Cahen, qui présidera la Grande Région pendant deux ans, a insisté pour que celle-ci soit réellement perçue comme un espace de vie au service du citoyen.

Mobiliser les citoyens

C'est pourquoi la nouvelle présidence souhaite dans un premier temps activer tous les outils qui permettraient de mieux identifier l'espace grand-régional. La Maison de la Grande Région doit devenir un point de contact et un lieu de rencontre ouvert au grand public. Elle pourrait également permettre de se familiariser avec les différents acteurs transfrontaliers.

Ambitions

La présidente Cahen souhaite également mettre l'accent sur le marketing touristique et la culture en soutenant notamment le site «Plurito-net». La ministre rappelle d'ailleurs que plus de vingt sites répertoriés en Europe.

L'APPEL DE TRÈVES

Il s'en désarmement pas: Franz Peter Basten, ancien secrétaire d'Etat, et Christopher Grimm, qui fut président de la Chambre des députés de Rhénanie-Palatinat, tous deux membres de l'IGR, militent inlassablement pour que la Grande Région transfrontalière prenne toute sa place au cœur de l'Europe.

A travers un «Appel de Trèves» diffusé dans les médias, ils estiment que la crise que traverse l'Europe nécessite des réponses fortes dans le cadre de la Grande Région. Rejoignant Xavier Bettel, ils protestent contre l'introduction d'une vignette en Allemagne et expriment un désaccord puissant contre la tentation de fermeture des frontières portée par les partis populis-



Vélo transfrontalier Esch/Belval - Villervupt/Audun

Grande Région font partie du patrimoine mondial de l'Unesco. Il conviendra donc de les valoriser à travers des actions communes lors de l'Année européenne du patrimoine culturel, en 2018.

A elles seules, ces ambitions clairement affichées justifieraient l'action de la présidence luxembourgeoise tant elles apparaissent essentielles: il est en effet impossible de mobiliser des citoyens si ceux-ci ne visualisent pas l'outil chargé de les animer.

A partir de ce socle, il faut donc plus que jamais poursuivre l'action pour que la Grande Région transfrontalière devienne aussi un espace de coopération et de solidarité. C'est déjà le cas aujourd'hui, à travers l'accent mis sur le chômage des jeunes et leur insertion professionnelle.

Mobilité et démographie: deux enjeux majeurs

Il convient évidemment de continuer à les soutenir, mais aussi de porter un regard sur deux grands enjeux auxquels les territoires qui composent la Grande Région doivent faire face.

Le premier concerne ce qu'on appelle maintenant la gestion des mobilités. Comment faire en sorte que les 180.000 navetteurs qui traversent chaque jour les frontières, et prioritairement celles du Grand-Du-

ché, le fassent dans des conditions qui n'aboutissent pas en un engorgement tel qu'il mène à des paralyties? C'est une question centrale. Les chiffres affichent toujours une augmentation régulière de leur nombre mais, dans le même temps, il n'est pas discutable que certains frontaliers commencent à s'interroger sur l'opportunité de passer chaque jour de nombreuses heures dans les transports.

A l'occasion du «Brunch de l'IGR», face aux élus locaux et aux adhérents de l'Institut, François Bausch, le ministre luxembourgeois de l'Aménagement du territoire, est revenu le 15 février sur ces enjeux dans un dialogue chaleureux et constructif avec Pierre Cuny, le maire de Thionville. Pour Bausch, il est indispensable d'avoir une approche multi-modale, d'évoquer LES mobilités plutôt que LA mobilité. Et de faire en sorte que les salariés de la Grande Région retrouvent des conditions de déplacement plus confortables.

L'objectif pour le Grand-Duché est donc de parvenir, dès 2020, à ce que les déplacements dans l'espace transfrontalier ne s'effectuent plus qu'à 56% par l'automobile (contre 72% en 2009) au bénéfice des transports en commun (train, bus, tramway) et du vélo. Un objectif largement partagé par le

EN BREF

Créée le 20 septembre 1995, à l'initiative de Jean Claude Juncker et Peter Müller, la Grande Région transfrontalière est un outil dirigé par un «Sommet» composé des dirigeants du Luxembourg, de la Lorraine, de la Sarre, de la Rhénanie-Palatinat, de la Wallonie et de la Communauté germanophone de Belgique.

La présidence est tournante, avec un changement tous les deux ans. Depuis le 20 décembre 2016, date du précédent Sommet, elle est assurée par Corinne Cahen, ministre luxembourgeoise en charge de ce dossier dans le gouvernement de Xavier Bettel. Son mandat s'achèvera fin 2018.

L'action de la Grande Région s'appuie, depuis 2013, sur un Secrétariat dirigé par Florence Jacquey et composé de quatre personnes qui préparent et accompagnent les

mairie de Thionville, qui a aussi le mérite de développer des projets concrets: par exemple des routes (et même autoroutes) cyclistes transfrontalières ou des bus à haut niveau de service reliant notamment la nouvelle éco-cité de Villervupt.

Le second des enjeux tient à la démographie de l'espace transfrontalier. Celle-ci se caractérise par des déséquilibres grandissants entre les territoires qui gagnent des habitants (le Luxembourg et, à un degré moindre, la Wallonie) et ceux qui en perdent (la Sarre, la Rhénanie-Palatinat et la Lorraine). Ces phénomènes s'accroissent et évoluent de la population de certaines régions, mais aussi de raréfaction de la population active.

Un enjeu souvent souligné par Philippe Ledent, le précédent président du Comité Economique et social de la Grande Région, qui, dans un discours remarqué à Arlon en décembre dernier, insistait lui aussi sur la nécessité de penser positivement une politique d'immigration concertée et d'anticiper les questions soulevées par le vieillissement de la population. Autant de sujets qui concernent à l'évidence cette Grande Région transfrontalière (encore) trop peu connue.

ROGER CAYZELLE

et le Conseil parlementaire interrégional (CP) sont des organes consultatifs du Sommet.

Le programme Interreg transfrontalier est un des outils importants de la Grande Région. Il permet de soutenir très concrètement des projets transfrontaliers dans les domaines de l'emploi, du développement territorial et de l'économie.

Malgré la création de la nouvelle région française Grand Est, cette structuration restera inchangée dans un premier temps. Le président Richert a en effet souhaité demandant simplement que le département français des Ardennes soit ajouté au dispositif.

Pour en savoir plus, on consultera le très beau portail de la Grande Région